

Perpignan, le 1er décembre 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2025 335 - 0001

modifiant l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BUFIC/2017 130 - 0001 du 10 mai 2017 autorisant la création et l'exploitation d'une installation de méthanisation par la société BIOROUSSILLON sur la commune de Perpignan (extension du site, ajout d'une capacité de stockage de digestat brut de 8000 m³)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'Ordre national du mérite,

VU le Code de l'environnement,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret présidentiel du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Pierre REGNAULT de la MOTHE en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2025-237-0001 du 25 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 10/11/2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral N° PREF/DCL/BUFIC/2017 130-0001 du 10/05/2017 modifié autorisant la création et l'exploitation d'une installation de méthanisation par la société BIOROUSSILLON sur la commune de Perpignan ;

VU le porter à connaissance (PAC) déposé par la société BIOROUSSILLON le 21/07/2025 et complété le 14/11/2025 concernant un projet de modifications de l'installation de méthanisation et l'extension des capacités de stockage de digestat brut ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 18/11/2025 ;

VU l'absence d'observation sur ce projet confirmée par le demandeur le 20/11/2025 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE 1- OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société SAS BIOROUSSILLON dont le siège social est situé à ZAC des Champs de Lescaze, 47310 Roquefort, SIRET n° 750 641 912 00019, est autorisée à augmenter la capacité de stockage de digestat, modifier ses installations et poursuivre l'exploitation du méthaniseur implanté sur le territoire de la commune de PERPIGNAN, zone d'activité de Torremila, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° PREF DCL BUFIC 2017 130-0001 du 10/05/2017 modifié susvisé, complété par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2- AJOUT DE 2 PARCELLES CADASTRALES

A l'article 1.2.2 « Situation de l'établissement » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF DCL BUFIC 2017 130-0001 du 10/05/2017 susvisé, la liste des parcelles est complétée avec les parcelles CW 271 et CT 628.

ARTICLE 3- AJOUT D'UN STOCKAGE DE 8000 M³

A l'article 1.2.4 « Consistance des installations autorisées » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017 130-0001 du 10/05/2017 susvisé :

- ▶ l'alinéa « 1 cuve de stockages de digestat stabilisé (sans stockage de biogaz) respectivement de 7964 m³ de volume utile (au minimum) » est remplacé par l'alinéa suivant :
 - 1 cuve de stockage de digestat brut de 8000 m³ et une cuve de stockage de digestat liquide (après séparation de phase) de 8000 m³ ;
- ▶ l'alinéa « 1 filtre à charbon pour le traitement de l'air odorant du bâtiment de séparation de phase et de la cuve de stockage du digestat stabilisé » est remplacé par l'alinéa suivant :
 - 1 filtre à charbon pour le traitement de l'air odorant du bâtiment de séparation de phase et chacune des cuves de stockage du digestat »

ARTICLE 4- MISE À JOUR DES CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

A l'article 3.2.2 « Conduits et installations raccordées » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF DCL BUFIC 2017 130-0001 du 10/05/2017 susvisé, le tableau listant les conduits raccordés et complété avec la ligne suivante :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
N°6	Filtre à charbon			Traite les émissions du stockage de digestat brut

A l'article 3.2.3 « Conditions générales de rejet » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF DCL BUFIC 2017 130-0001 du 10/05/2017 susvisé, le tableau précisant les caractéristiques des conduits et complété avec la ligne suivante :

	Hauteur	Diamètre	Débit nominal	Vitesse mini d'éjection
Conduit n°6 (Filtre à charbon)	>1,5 m	0,25 m		

ARTICLE 5- AJOUT D'UN BASSIN DE RÉTENTION COMPLÉMENTAIRE DE 600 M³

L'article 4.3.9 « Fonctionnement du bassin de rétention des eaux » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF DCL BUFIC 2017 130-0001 du 10/05/2017 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est inférieure à 14 000 m².

Le site comprend 2 bassins de rétention respectivement de capacité minimale 1350 m³ et 600 m³. L'exploitant doit pouvoir justifier des capacités des bassins de rétention.

Les eaux récupérées dans les bassins sont évacuées par relevage. L'exploitant définit dans une consignes les modalités de vidange des bassins afin de conserver à tout moment le volume utile de 1350 m³ et 600 m³.

Les eaux collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

ARTICLE 6- BASSIN CATASTROPHE

Au paragraphe V de l'article 8.4.1 «Rétention et confinement» de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017 130-0001 du 10/05/2017 susvisé :

- la phrase « Ce confinement est réalisé par un bassin d'une capacité de 1350 m³ » et remplacée par « Ce confinement est réalisé par les différentes rétentions associées aux stockages ainsi que par les bassins de rétention des eaux prévus à l'article 4.3.9 de capacité minimum 1350 m³ et 600 m³.

- Les alinéa suivants sont ajoutés :

Les eaux et écoulements sont collectés de manière gravitaire pour le bassin de 1350 m³ et grâce à un système de relevage autonome pour le bassin de 600 m³.

Les eaux et écoulements sont évacués grâce à un système de relevage pour le bassin de 1350 m³ et de manière gravitaire pour le bassin de 600 m³.

L'orifice d'écoulement gravitaire du bassin de 600 m³ est en position fermée par défaut.

Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers les dispositifs de confinement par les écoulements ;

Le système de relevage autonome est positionné ou protégé de manière à résister aux effets auxquels il est susceptible d'être soumis. Son dispositif de commande est accessible en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ce dispositif. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur cet équipement.

L'exploitant intègre aux consignes de sécurité les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du système de relevage autonome.

ARTICLE 7- RÉTENTION ASSOCIÉE À LA NOUVELLE CUVE DE STOCKAGE DE DIGESTAT BRUT DE 8000 M³

A l'article 8.4.1.1 « Dispositions spécifiques » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017 130-0001 du 10/05/2017 susvisé le dernier alinéa est supprimé et remplacé par l'alinéa suivant :

Les justificatifs de calculs, de dimensionnement et d'étanchéité des rétentions sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8- CAPACITÉS DE STOCKAGE DE DIGESTAT

A l'article 8.4.4 « Stockage du digestat et des produits » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017 130-0001 du 10/05/2017 susvisé, la phrase « Le site comprend au minimum, en plus des équipements de l'installation de méthanisation, 2 cuves de stockage de digestat respectivement de capacité 3000 m³ et 8000 m³ » est remplacée par :

« Le site comprend au minimum, en plus des équipements de l'installation de méthanisation, une cuve post-digestat de 3000 m³, une cuve de stockage du digestat brut de 8000 m³, une cuve de stockage de digestat liquide (après séparation de phase) de 8000 m³ ».

ARTICLE 9- PLAN DES INSTALLATIONS

A l'annexe 1 « Plan de situation de l'établissement » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF DCL BUFIC 2017 130-0001 du 10/05/2017 susvisé, le plan et le tableau descriptif sont remplacés par le plan et tableau annexés au présent arrêté.

ARTICLE 10- SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre la société BIOROUSSILLON, des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 11- PUBLICITÉ - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Rappel des dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>;

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

En application de l'article R. 311-6 du Code de justice administrative, l'exercice d'un recours administratif ne proroge pas le délai de recours contentieux.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

En application de l'article R. 311-6 du Code de justice administrative, l'exercice d'un recours administratif ne proroge pas le délai de recours contentieux.

Suivant les dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 12- EXÉCUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Maire de Perpignan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié la société BIOROUSSILLON.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général



Bruno BERTHET

Annexe : Plan de situation de l'établissement

